



Déclaration liminaire CSAL du 3/04/2024

Monsieur le président, nous commençons l'année dans un climat angoissant. En effet, outre les perspectives en termes de pouvoir d'achat qui ne se sont pas améliorées en 2025, s'ajoutent les craintes d'augmentations du prix des carburants et du gaz à cause des évènements au moyen Orient.

L'année 2026 continuera une nouvelle fois à être une autre année des suppressions d'emplois. Pour l'ensemble de la DGFIP, le projet de loi de finances prévoit 550 suppressions d'emplois (ramenés à 433 en tenant compte des transferts entrants). Ce nombre reste important, proche de celui de 2025 (550) même s'il n'atteint plus les sommets connus de 2023 (850) ou pire de 2022 (1506).

Aujourd'hui, ce que l'alliance CFDT-CFTC demande à la direction, c'est un état précis des effectifs.

Mais nous comprenons votre difficulté à me fournir des chiffres précis, car vous êtes vous-même tributaire des « bidouillages » complexes réalisés par la direction générale.

Nous constatons, chaque jour un peu plus, que l'encadrement de notre administration a de plus en plus de difficultés à suivre les directives ministérielles. Ce qui vous

rapproche rapidement de ce que vivent les agents que vous managez. Et il serait grand temps que l'on prenne conscience de cette convergence des situations, de part et d'autre de la table.

Merci pour votre écoute.